Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n°318 113 du 09 décembre 2024
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître F. HASOYAN
Luikersteenweg 289/gelijkvloers
3500 HASSELT

contre :

1. l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration
2. le Bourgmestre de la Commune de ETTERBEEK

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 janvier 2024 , par X, qui déclarent être de nationalité arménienne, tendant à l'annulation des décisions de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, prises le 11 décembre 2023 et le 19 décembre 2023.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif de la première partie défenderesse.

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2024 convoquant les parties à l'audience du 10 septembre 2024.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me BIBIKULU KUMBELA *loco* Me F. HASOYAN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et C. ORBAN, attaché, qui comparaît pour la première partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 13 juin 2023, la partie requérante a introduit une demande de carte de séjour en qualité de descendant d'un ressortissant belge.

1.2. Le 11 décembre 2023, la première partie défenderesse a pris une décision de rejet de la demande, laquelle est motivée comme suit :

«est refusée au motif que :

□ l'intéressée n'a pas prouvé dans le délai requis qu'elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ;

Le 13.06.2023, la personne concernée a introduit une demande de regroupement familial en qualité de descendant de Monsieur [M. M. A.] (NN xxx), de nationalité belge, sur base de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la condition de moyens de subsistance, exigée par l'article 40ter de la loi du 15/12/1980, n'a pas été valablement établie.

En effet, la personne concernée n'a pas établi que la personne qui lui ouvre le droit au séjour dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers tels qu'exigés par l'article 40ter de la Loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Celle-ci dispose actuellement d'une pension d'un montant mensuel maximum de 1.464,68€ ; ce qui est largement inférieur au montant de référence de 120% du revenu d'intégration sociale tel que prescrit par l'article 40ter de la Loi du 15/12/1980 (soit un montant actuel de 2.048,53 €).

Dès lors, et en vertu de l'article 42 §1, alinéa 2 de la loi du 15/12/1980, l'administration est tenue de déterminer, en fonction des besoins propres du citoyen de l'Union et des membres de sa famille, les moyens de subsistance nécessaires pour permettre de subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics.

Or, malgré le fait que lors de l'introduction de sa demande de carte de séjour comme membre de famille d'un ressortissant belge (annexe19ter), la personne concernée a été invitée à produire des documents relatifs aux dépenses de la personne qui lui ouvre le droit au séjour, aucun document n'a été produit, hormis le loyer d'un montant de 398,66€.

En l'absence de telles informations, il nous est impossible de déterminer le solde des revenus actuels après déduction des charges (hormis le loyer, soit 1,464,68€-398,66€=1.066,02€). Partant de ce constat, l'Office des étrangers ne peut établir si le solde est suffisant pour subvenir aux besoins du ménage et couvrir l'ensemble des dépenses auxquelles doivent faire face mensuellement les intéressés sans atteindre le seuil en dessous duquel une aide est fournie par les pouvoirs publics pour permettre au ménage de subvenir auxdits besoins. En conséquence, les revenus de la personne qui lui ouvre le droit au séjour ne peuvent être considérés comme suffisants au sens de l'article 42 §1 de la loi du 15/12/1980.

À noter qu'en date du 16/08/2023, un engagement de prise en charge (annexe 32) a été signé par Madame [P. S.] (NN xxxx) envers l'intéressée.

De plus, selon les dispositions de l'article 40ter §2 alinéa 1° de la Loi du 15/12/1980 « les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 1° à 3°, pour autant qu'ils accompagnent ou qu'ils rejoignent le Belge ouvrant le droit au regroupement familial». Le terme « accompagner » ou « rejoindre » implique que l'intéressée doit établir l'existence d'une communauté de vie devant se traduire dans les faits.
Or, l'intéressée n'est pas domiciliée à la même adresse que la personne ouvrant le droit au séjour et l'intéressée ne produit pas la preuve de l'existence d'une communauté de vie devant se traduire dans les faits.

Enfin, la personne concernée est tenue d'apporter la preuve des éléments qui sont de nature à fonder sa demande, ce qui implique que la demande doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. Il incombe donc à la personne concernée d'invoquer ou fournir d'elle-même l'ensemble des éléments utiles à l'appui de sa demande et il n'appartient pas à l'Office des étrangers de l'entendre préalablement à l'adoption de la présente décision.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 40ter de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.»

1.3. Le 19 décembre 2023, pour la même demande, la deuxième partie défenderesse a pris une décision de refus qui est motivé comme suit:

« est refusé au motif que :
L'intéressé(e) ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union :
Pas les moyens de subsistances nécessaires pour permettre de subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour le pouvoir public. »

2. Questions préalables.

2.1. Transmission de la requête

A l'audience, la première partie défenderesse soutient ne pas avoir reçu une copie du recours.

Le Conseil constate pour sa part que le recours a été transmis via J box le 22 février 2024.

2.2. Objet du recours

Interrogée quant à l'objet du recours, la partie requérante se réfère à la sagesse du Conseil, ainsi qu'à un arrêt du Conseil n° 225 152 du 23/08/2019.

Ni les dispositions de la loi du 15 décembre 1980, parmi lesquelles spécialement l'article 39/69, § 1, 2°, ni le Règlement fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, ne prévoient la possibilité qu'un recours puisse porter devant le Conseil la contestation simultanée de plusieurs actes distincts.

A la lecture des deux actes attaqués, il ressort qu'ils concernent la même demande, à savoir celle visée au point 1.1. de l'arrêt. Toutefois, la seconde décision quoique chronologiquement postérieure, n'examine pas la demande de regroupement familial sur le fond, ce que fait la première décision attaquée. En outre, dans sa requête la partie requérante ne développe aucun moyen, ni aucun argument à l'encontre de la seconde décision attaquée. Au vu de ces éléments, le recours est irrecevable à l'égard du second acte attaqué.

2.3. Défaut de la second partie défenderesse

N'étant ni présente ni représentée à l'audience du 10 septembre 2024, la seconde partie défenderesse, dûment convoquée, est censée acquiescer au recours, en application de l'article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980.

Toutefois, en l'espèce au vu de l'irrecevabilité du second acte attaqué pris par la seconde partie défenderesse, ce défaut n'a aucun impact sur l'examen du recours.

3. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante a exposé son moyen unique et ses griefs en ces termes :

"Schending van de materiële motiveringsplicht juncto art. 40 ter vreemdelingenwet juncto art.42, §1, tweede lid vrw. juncto artikel 20 VWEU - Schending van art. 62 van de Vreemdelingenwet en artt. 2 en 3 de Wet de Wet van wet betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen (Wet 29 juli 1991) - Schending van de beginselen van behoorlijk bestuur: Zorgvuldigheidsplicht
2.1.1. Algemene regels (…)
2.1.2. Voldoende bestaansmiddelen - behoefteanalyse - toepassing op de feitensituatie in casu Verzoekster kan enkel vaststellen dat de inkomen van haar Belgische grootouder dewelke aan het administratief dossier werden toegevoegd niet afdoende in aanmerking werden genomen bij de beoordeling van de stabiele en toereikende bestaansmiddelen. De RvV gaat heeft meermaals gewezen dat het verlies van toereikende bestaansmiddelen steeds een latent risico blijft. Ongeacht of die middelen persoonlijk, dan wel van de echtgenoot afkomstig zijn. De RvV verwijst hiervoor naar rechtspraak van het Hof van Justitie over een Unieburger en zijn partner (HvJ C-408/03, Commissie/België, van 23 maart 2006). De Raad ziet niet in waarom het risico op verlies van toereikende bestaansmiddelen anders ingeschat moet worden voor een Belg en zijn familie. Verwerende partij moet eerst een behoefteanalyse maken van het gezin, dewelke zij precies overbodig vindt Er kan onstuitbaar worden geconcludeerd dat de Belgische referentiepersoon - los van zijn pensioen - tevens deels een volwaardige uitkering als gehandicapte ontvangt; dat verzoekster stukken heeft toegevoegd aangaande de vaste maandelijkse kosten en lasten en dat uit de diverse bijgebrachte stukken nergens uit blijkt dat verzoekster ten laste is van de sociale bijstand. De wet laat ook toe dat verhuurders en huurders in de huurovereenkomst een forfaitair bedrag afspreken voor de betaling van de kosten (nutsvoorzieningen), wat in casu het geval is. Dit element werd tevens niet in ogenschouw genomen door verwerende partij. Op basis daarvan bepaalt verwerende partij welke bestaansmiddelen verzoekers nodig hebben om in de behoeften van hun gezin te voorzien zonder ten laste te vallen van de overheid (art. 42, §1, tweede lid Vw.). Wanneer zelfs het gezinslid in casu geen toereikende bestaansmiddelen kan bewijzen, moet verwerende partij een behoefteanalyse maken van het integraal gezin en op basis daarvan vaststellen welke bestaansmiddelen zij behoeven om in hun behoeften te voorzien, zonder ten laste te vallen van de overheid wat verwerende partij in casu duidelijk niet afdoende heeft gedaan. Er dient te worden opgemerkt dat in hoofde van Dhr. [M. A. M] (NN:xxxx) een attest erkenning van de handicap werd

bijgebarcht, waaruit verwerende partij kon afleiden dat er in casu een erkenning was van zijn handicap en dat hij dientegegevolge een tegemoetkoming voor personen met een handicap ontvangt. Verwerende partij heeft in deze zij zijn beleid zelf aangepast en neemt het (integratie- en inkomensvervangende) tegemoetkomingen voor personen met een handicap opnieuw in aanmerking. De loutere stelling dat het bedrag van 1066,02 niet voldoende is om twee volwassenen van hun levensonderhoud te voorzien, volstaat in casu niet. Bovendien was verwerende partij op de hoogte middels het administratief dossier dat verzoekster hogere studies heeft aangevat en zij aldus de nodige financiële subsidies verkreeg en het integraal gezin over een ziektekostenverzekering bij de Mutualiteit genoot. Krachtens artikel 42, § 1, tweede lid Vw. moet verwerende partij in dit geval een behoefteanalyse maken. Zij moet nagaan of de burger en zijn familieleden over andere inkomsten beschikken om in hun behoeften te voorzien zonder ten laste te vallen van de openbare overheden. Er rust in het verlengde hiervan een motiveringsverplichting in hoofde van verwerende partij waaruit moet blijken dat aan deze behoefteanalyse werd voldaan1. Immers, deze bepaling stelt een onderzoek op basis van de eigen behoeften van de burger van de Unie die vervoegd wordt en van zijn familieleden, om te bepalen welke bestaansmiddelen zij nodig hebben om in hun behoeften te voorzien. Indien de gemachtigde niet bekend is met de eigen en specifieke behoeften van verzoekster, dan voorziet artikel 42, § 1, tweede lid van de vreemdelingenwet namelijk dat hij hiervoor alle bescheiden en inlichtingen die voor het bepalen van de bestaansmiddelen die zij nodig hebben om te voorkomen dat ze ten laste vallen van de openbare overheden, kan doen overleggen door de betrokken vreemdeling. Aangezien verwerende partij prompt is overgegaan tot het treffen van de bestreden beslissing, heeft zij uiteraard niet de kans gehad om aan verzoekster aanvullende bescheiden en inlichtingen hieromtrent te verzoeken. Uit het administratief dossier blijkt dat de gemachtigde geen gebruik heelt gemaakt van de mogelijkheid om inlichtingen in deze zin te vragen. Deze inkomsten moeten minstens indirect in rekening gebracht worden teneinde "de gezinssamenstelling, de maandelijkse huurlasten, de kosten van het dagdagelijkse leven, …" te beschouwen. Het is ook mogelijk dat niet het familielid dat gezinshereniging vraagt bestaansmiddelen heeft, maar een ander inwonend familielid van de gezinshereniger. Ook daar moet DVZ rekening mee houden, voor zover de gezinshereniger kan 'beschikken' over die inkomsten (RvV nr 192.731 van 28 september 2017; RvV nr. 136.363 van 15 januari 2015 en RvV nr. 65.747 van 24 augustus 2011). Terwijl het juist de wil was van de wetgever om de bestaansmiddelen te bepalen die nodig zijn om te voorzien in het levensonderhoud zonder een last te worden van de overheid, en niet om te bepalen of de betrokkene onder de armoedegrens valt (RvV nr. 137.738 van 2 februari 2015). De verwerende partij heeft in casu onzorgvuldig geoordeeld door geen rekening te houden met de eigen behoefte van de burger van de Unie die vervoegd wordt en van zijn familieleden en geen onderzoek heeft gedaan inzake hun noodzakelijke bestaansmiddelen, zoals dat is vereist door artikel 42, §1, tweede lid van de vreemdelingenwet. Verwerende partij had de financiële situatie van de referentiepersoon kunnen verifiëren op het ogenblik van het nemen van de bestreden beslissing, doch heeft men zulks tevens niet gerealiseerd en heeft verwerende partij de inkomsten van verzoekster zelve en tegemoetkoming handicap volledig buiten beschouwing gelaten. Bovendien verzet artikel 20 VWEU verzet zich tegen nationale maatregelen die tot gevolg hebben dat (statische) Unieburgers het effectieve genot ontzegd wordt van de belangrijkste "aan hun status van burger van de Unie ontleende rechten" (zie o.m. HvJ 8 maart 2011, C- 34/09, Ruiz Zambrano, punt 42). Een nationale maatregel waarbij de bestaansmiddelenvereiste enkel beoordeeld wordt met betrekking tot de bestaansmiddelen die de Belg genereert, kan het effectief genot van de belangrijkste aan de status van Unieburger ontleende rechten, waarover de Belg beschikt, ontzeggen. Immers, wanneer er een afhankelijkheidsverhouding bestaat tussen de Unieburger en de derdelander aan wie een verblijfsrecht wordt geweigerd, kan het nuttig effect van het Unieburgerschap in het gedrang gebracht worden aangezien deze afhankelijkheid ertoe kan leiden dat de Unieburger als gevolg van de weigering van de gezinshereniging gedwongen zal worden niet enkel het grondgebied van de lidstaat waarvan hij onderdaan is te verlaten, maar eveneens het grondgebied van de Unie als geheel te verlaten. In samenhang met artikel 20 VWEU wijst de RvV ook op het evenredigheidsbeginsel, als algemeen beginsel van Unierecht. Nu de bestaansmiddelenvereiste tot legitiem doel heeft het voortbestaan van het stelsel voor sociale bijstand en het verblijf van de familielieden van de gezinshereniger in menswaardige omstandigheden te verzekeren, is een automatische verblijfsweigering om de reden dat de Belg in eigen hoofde niet voldoet aan de bestaansmiddelenvereiste niet proportioneel met dit doel in die gevallen waar de Belgische gezinshereniger aantoont samen met de derdelander te beschikken over voldoende, stabiele en toereikende bestaansmiddelen, voor zover hij ook aannemelijk maakt over het geheel van die bestaansmiddelen vrij te kunnen beschikken. Aangezien de motivering derhalve niet als afdoende dient te worden beschouwd en derhalve de motiveringsplicht schendt om reden dat dit motief niet op een redelijke manier getoetst is, gelet op de aard en de hechtheid van de familiale banden van verzoekster met haar Belgische grootvader en heeft verwerende partij zich gestoeld op onjuiste feitenvinding. Het zorgvuldigheidsbeginsel (sensu lato) tenslotte omvat het beginsel van de evenwichtigheid: dit beginsel doelt op de evenwichtige beoordeling van alle bij de beslissing betrokken belangen. (zie W. VAN GERVEN, Beginselen van behoorlijk handelen, R.W. 1982 – 1983, 963.).
Dat de middelen bijgevolg ernstig zijn;"

4. Discussion.

4.1 Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que l'article 40ter, § 2, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « *Les membres de la famille suivants d'un Belge qui n'a pas fait usage de son droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, conformément au Traité sur l'Union européenne et au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, sont soumis aux dispositions du présent chapitre : […] 3° les descendants directs ainsi que ceux du conjoint ou du partenaire visé au 1° ou 2°, âgés de moins de vingt et un ans ou qui sont à leur charge dans le pays d'origine ou de provenance, qui les accompagnent ou les rejoignent, pour autant que l'étranger rejoint, son conjoint ou le partenaire enregistré visé en ait le droit de garde et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord*;».

Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Le Conseil est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent. Par ailleurs, le contrôle de légalité que le Conseil exerce doit se limiter à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : CE, 6 juillet 2005, n°147.344).

4.2 Le Conseil souligne que les conditions légales telles que prévues dans le cadre de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 sont cumulatives. Partant, l'étranger doit toutes les remplir et donc le non-respect de l'une d'entre elles permet à la partie défenderesse de justifier valablement et légalement sa décision.

Le Conseil observe qu'en l'espèce, l'acte attaqué comprend des motifs distincts à savoir :

- l'absence des « *moyens de subsistances nécessaire pour permettre de subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics* »
- l'absence de : « (…) *preuve de l'existence d'une communauté de vie devant se traduire dans les faits* ».

Le Conseil constate qu'en termes de recours, la partie requérante ne conteste pas le constat suivant lequel : «*De plus, selon les dispositions de l'article 40ter §2 alinéa 1° de la Loi du 15/12/1980 « les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 1° à 3°, pour autant qu'ils accompagnent ou qu'ils rejoignent le Belge ouvrant le droit au regroupement familial». Le terme « accompagner » ou « rejoindre » implique que l'intéressée doit établir l'existence d'une communauté de vie devant se traduire dans les faits. Or, l'intéressée n'est pas domiciliée à la même adresse que la personne ouvrant le droit au séjour et l'intéressée ne produit pas la preuve de l'existence d'une communauté de vie devant se traduire dans les faits.* », ce motif suffit à justifier la prise de l'acte attaqué.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le neuf décembre deux mille vingt-quatre par :

Mme C. DE WREEDE,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme S. DANDOY,	greffière assumée.
La greffière,	La présidente,
S. DANDOY	C. DE WREEDE